Département des Côtes d'Armor

Arrondissement de GUINGAMP

MAIRIE
de
SAINT-NICOLAS-DU-PELEM
22480

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL de SAINT-NICOLAS-DU-PELEM
DU 1er avril 2025

Ordre du jour :

1. **Délibération votant les taux de la fiscalité directe locale pour l'année 2025**

2. **Présentation du Pacte Fiscal et Financier de Solidarité entre la CCKB et les communes membres**
   - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
   - Délibération approuvant les montants des attributions de compensation pour la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem, au titre de la fixation libre des attributions de compensation

3. **Etat annuel des indemnités des élus - Présentation**

4. **Budget communal**
   - Présentation du Compte Financier Unique 2024
   - Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024
   - Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement
   - Présentation du Budget Primitif 2025
   - Approbation du Budget Primitif 2025
   - Programme d'investissement 2025

5. **Service assainissement :**
   - Présentation du Compte Financier Unique 2024
   - Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024
   - Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement
   - Présentation du Budget Primitif 2025
   - Approbation du Budget Primitif 2025

6. **Lotissement de Kerlouis**
   - Présentation du Compte Financier Unique 2024
   - Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024
   - Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement
   - Présentation du Budget Primitif 2025
   - Approbation du Budget Primitif 2025

7. **Réhabilitation de l'îlot mairie : validation de l'étude et poursuite de la procédure**

8. **Aménagement du Hameau de Kerlouis : Devis de l'ADAC 22 relatif à la définition du programme et consultation de maîtrise d'œuvre**

9. **Aménagement du hameau de Kerlouis : validation de la procédure de consultation des entreprises de maîtrise d'œuvre**

10. **Programme de curage 2025 : attribution du marché**

11. **Changement de la chaudière des vestiaires foot : attribution du marché**

12. **Protection sociale complémentaire – risques santé : Participation à l'appel à concurrence lancé par le CDG 22**

13. **Questions diverses**

Le premier avril deux mille vingt-cinq, à quatorze heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le vingt-cinq mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, **sous la présidence de Catherine BOUDIAF, Maire.**

Présents : BOUDIAF Catherine, PETIT Alexandre, LE BONNIEC Valérie, LE GOUSSE Philippe, FRABOULET Solenn, LOUIS Mathieu, CARPENTIER Philippe, FALHER Daniel, LE GALL Magali, DONTEVILLE Éric, LE TOUZE Chantal, JOULIN Jean-François, GOUBIN Fanny, EL AMRANI Yann-Arthur, SCHMITT Véronique,

Absents excusés : JAN Anne-Marie donnant procuration à LE TOUZE Chantal, THEBAUD Sonia donnant procuration à PETIT Alexandre, MOLLET Marine donnant procuration à FRABOULET Solenn

Secrétaire : CARPENTIER Philippe

- Conformément à l'article L 2121.18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été publique.
- Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.
- **Monsieur Philippe CARPENTIER** a été désigné en qualité de secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Adoption du Procès-Verbal du Conseil Municipal du 18 mars 2025 à l'unanimité.
- Madame Le Maire informe l'assemblée de l'ajout de 1 point à l'ordre du jour :
  - **Motion pour le maintien des horaires actuels du Bureau de Poste de St Nicolas du Pelem**
- Une note explicative avec les projets de délibérations a été remise aux conseillers municipaux en début de séance (format numérique préalablement transmis par mail aux conseillers avec les documents budgétaires).

---

1. <u>Délibération votant les taux de la fiscalité directe locale pour l'année 2025</u>

Les communes et EPCI doivent adopter, avant le 15 avril 2025, les taux de fiscalité applicables sur leur territoire pour ce qui concerne la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE), le cas échéant.

Il est rappelé que les articles 1636 B sexies à 1636 B et 1639 A du code général des impôts (CGI) régissent les règles de fixation et de vote des taux des impôts locaux par les communes et les EPCI. Ces dispositions précisent notamment les modalités de variation des taux des différentes taxes locales, ainsi que les délais et conditions de vote.

Le vote des taux par une collectivité doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du budget et ce même si les taux restent inchangés.

Madame le Maire rappelle que par délibération n°2024 03 12 du 19 mars 2024, le conseil municipal avait fixé les taux des impôts pour 2024 à :

Taxes	Taux
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)	15.77 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	40.09 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	73.06 %

Elle précise que la fixation des taux d'imposition pour l'année 2025 vise à assurer une stabilité fiscale tout en permettant d'ajuster les recettes de la collectivité en fonction des besoins et des priorités budgétaires.

Considérant l'avis de la commission « Affaires financières, fiscalité, Ressources Humaines, marchés publics, affaires économiques » réunie le 11 mars 2025,

Au regard des informations communiquées,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité,** décide *:*

- De fixer les taux d'imposition pour l'année 2025 comme suit :

Taxes	Taux
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)	**15.77 %**
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	**40.09 %**
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	**73.06 %**

- De charger Madame le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et à la Direction Départemental des Finances Publiques (DDFIP).

---

2. Présentation du Pacte Fiscal et Financier de Solidarité entre la CCKB et les communes membres

Madame Le Maire présente le Pacte Fiscal et Financier de Solidarité entre la CCKB et les communes membres.

Madame Le Maire : « Il y a un nouveau calcul cette année pour la redistribution « financière » entre la CCKB et les communes. Auparavant la CCKB versait la Dotation de Solidarité Communautaire aux communes. A partir de 2025, la CCKB applique les préconisations de la Chambre Régionale des Comptes et a adopté le pacte fiscal et financier de solidarité entre la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh et ses Communes membres qui a été présenté le 12 mars 2025 au conseil communautaire, séance au cours de laquelle il a été très largement débattu. Les communes doivent se positionner et approuver ce nouveau mode de calcul.
4 mécanismes de redistribution figurent dans le pacte :

- **La Dotation de Solidarité communautaire (DSC)** : La commune percevra 63 542 € en 2025-2026 et 2027.
  La DSC approuvée dans le cadre du pacte financier et fiscal de la CCKB prévoit une répartition de l'enveloppe de 600 k€ de DSC comme suit :
  - Répartition en fonction de l'écart de potentiel fiscal 4 taxes : 25%
  - Répartition de l'écart de revenu imposable par habitant : 25%
  - Importance des équipements publics de la commune : 50%

  La DSC constitue une recette de fonctionnement.
  Les données qui ont été utilisées pour la répartition de cette DSC sont les suivantes :

Communes	Population INSEE	Potentiel fiscal 4 taxes	Revenu / hab	Points équipements
CANIHUEL	359	679,74	16 185	0
GLOMEL	1 438	735,80	14 505	1
GOUAREC	935	533,06	10 548	2
KERGRIST-MOELOU	655	664,89	12 478	1
BON REPOS SUR BLAVET	1 271	623,98	13 775	2
LANRIVAIN	477	631,44	10 745	0
LESCOUET-GOUAREC	222	656,59	10 159	1
LOCARN	427	635,19	13 234	0
MAEL-CARHAIX	1 486	643,55	14 088	2
MELLIONNEC	436	578,74	12 644	0
PAULE	695	597,26	12 580	0
PEUMERIT-QUINTIN	189	667,46	10 189	0
PLELAUFF	703	582,73	15 024	0
PLOUGUERNEVEL	1 649	699,51	14 186	1
PLOUNEVEZ-QUINTIN	1 082	603,17	14 089	0
ROSTRENEN	3 555	739,26	11 500	15
SAINT-CONNAN	305	573,61	10 775	0
SAINT-GILLES-PLIGEAUX	308	635,37	11 916	1
SAINT-NICOLAS-DU-PELEM	1 578	678,39	14 265	4
SAINTE-TREPHINE	188	680,65	15 286	0
SAINT-IGEAUX	132	715,20	13 177	0
TREBRIVAN	780	548,94	12 446	1
TREMARGAT	185	582,44	9 449	0
TOTAUX	**19 055**	**23 433**	**293 244**	**31**

- **L'Attribution de Compensation (AC)** : La commune percevra 146 114 € en 2025, 57 545 € en 2026 et – 2 496 € en 2027 (la commune émettra un mandat à l'article 739211 à la CCKB)
  Les attributions constituent un flux financier entre EPCI en fiscalité professionnelle unique et ses communes membres : il peut s'agir d'une recette pour les communes (dite AC positive) ou d'une dépense (dite AC négative).
  Dans le cadre du pacte financier et fiscal de la CCKB, les attributions de compensation seront calculées afin de prendre en compte de manière cumulative plusieurs éléments :
  - Le montant du contingent SDIS viendra en déduction des AC des communes (les communes financeront donc ce contingent qui a été transféré à la CCKB)
  - L'écrêtement : aucune commune ne percevra au titre de la politique de solidarité un produit supérieur à celui perçu en 2024 ; si le montant calculé au titre de la DSC + FPIC – AC-SDIS est supérieur au montant de la solidarité 2024, le surplus sera déduit à la commune concernée.
  - Le lissage : en 2025 et 2026, les communes subissant au titre de la nouvelle politique de solidarité une perte de plus de 50% en 2025 et de plus de 70% en 2026 bénéficieront d'un versement d'AC afin de limiter cette perte à ces deux seuils.
  - Des majorations d'AC liés à des situations exceptionnels : les communes de Glomel, Rostrenen et St Nicolas bénéficieront d'une majoration d'AC de respectivement 100, 160 et 50 k€ de manière pérenne)

  L'attribution de compensation de chaque commune sera la somme de ces 4 éléments. Elle pourra, selon les communes, être positive (recette de fonctionnement) ou négative (dépense de fonctionnement)

- **Le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC**) : la commune percevra 61 767 € en 2025, 2026 et 2027
  Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales constitue une ressource pour le territoire de la CCKB.
  Le FPIC est réparti entre EPCI et communes, d'une part, puis entre communes, d'autre part.

Dans le cadre du pacte financier et fiscal, le FPIC sera reversé intégralement aux communes. La répartition entre communes sera effectuée sur la base des mêmes critères que la DSC.
Cela représente 580 000 € par an.

Le cumul de la DSC, de l'AC et du FPIC est le suivant pour la commune :

Commune St Nicolas du Pelem - Redistribution CCKB				
	DSC	**AC**	**FPIC**	**TOTAL**
2024	418 571.00 €	0.00 €	24 276.00 €	**442 847.00 €**
2025	63 542.00 €	146 114.00 €	61 767.00 €	**271 423.00 €**
2026	63 542.00 €	57 545.00 €	61 767.00 €	**182 854.00 €**
2027	63 542.00 €	-2 496.00 €	61 767.00 €	**122 813.00 €**

- **Les fonds de concours sur investissement** : les communes doivent communiquer à la CCKB la liste de leurs investissements. Les fonds de concours d'investissement constituent l'équivalent de subventions d'investissement versées par la CC à ses communes membres.
  Ils ne peuvent porter que sur un projet concernant un équipement communal et leur montant ne peut dépasser 50% du reste à charge de la commune (dépense nette du FCTVA et des subventions perçues par ailleurs par la commune). Le montant maximum de la subvention est plafonné à 150 000 €.
  Le pacte financier et fiscal prévoit que la CCKB versera à ses communes membres une enveloppe de fonds de concours de 1,6 M€ pour la période 2025 à 2027, portant sur des projets relevant de certaines thématiques.

On a parlementé pour arriver à ce résultat. C'est une nouvelle manière de calculer. En tant que conseillers communautaires, on en a débattu. Le pacte a été adopté par le conseil communautaire. C'est quasiment une obligation, si le conseil municipal dit non, la commune n'aura rien. »

Madame Véronique SCHMITT : « C'est gravé dans le marbre ? »
Madame le maire : « Oui pour les 3 prochaines années. »
Monsieur Alexandre PETIT : « Des revoyures sont prévues au cours des 3 prochaines années. »
Madame le maire : « Auparavant, la commune percevait 442 847 € de DSC. En négociant, on arrive aux montants que je viens de vous donner. »

Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « C'est quoi les fonds de concours ? »
Madame Le maire : « C'est une aide financière, une subvention pour les projets d'investissement des communes. »

Monsieur Éric DONTEVILLE : « Le Pacte financier va avoir un impact assez important sur les budgets des communes. »
Madame le maire : « Oui, pour toutes les communes. »
Monsieur Alexandre PETIT : « Ce pacte est fait pour inciter les communes à investir sur des équipements. »
Madame le Maire : « Par exemple : refaire la toiture d'un gymnase. »
Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « Et si l'enveloppe des fonds de concours n'est pas reversée en intégralité faute de projets ? »
Monsieur Alexandre PETIT : « Ce qui n'est pas utilisé sera reporté l'année suivante. »
Monsieur Jean-François JOULIN : « Et si on n'utilise pas les 150 000 € de fonds de concours ? »
Monsieur Alexandre PETIT : « Cela est remis dans le pot commun. Je ne sais pas si cela va être bien pour les petites communes. »

Monsieur Éric DONTEVILLE : « Quel pourcentage de financement des projets par les fonds de concours ? »
Madame le maire : « Ils ne peuvent porter que sur un projet concernant un équipement communal et leur montant ne peut dépasser 50% du reste à charge de la commune. Sont exclus : Les projets liés aux écoles, la voirie, les aménagements de bourgs, les lotissements, panneaux photovoltaïques, Salle des Fêtes, Mairie, Eglises.
Les projets éligibles sont :

- Respect du ZAN pour tout projet (pas de consommation de nouveaux espaces et respect d'aménagements durables),
- Etudes de faisabilité, programmation, stratégiques,
- Création d'équipements ou de nouveaux services à la population (Maison de Santé, Locaux associatifs avec conventions annuelles d'occupation, équipements jeunesses (Maison des jeunes, Hébergement/Camps de jeunes, Aires de jeux et de Loisirs), Maison d'Assistantes Maternelles.
- Mobilités : financement des pistes cyclables en s'appuyant sur le schéma directeur de la CCKB,
- Logement : Outre l'aide à la création de nouveaux logements sociaux, une aide à la création de logements par la sortie de la vacance (acquisition et création d'au moins 2 logements avec une enveloppe par logements créés),
- Aide à l'amélioration de l'acoustique et à la scénographie ou muséographie
- Tourisme : Aide à la création ou mise aux normes des aires de camping-cars
- Développement des centres bourgs et centres villes : Aide à l'acquisition pour la création de locaux commerciaux ou artisanaux avec baux dans les centres bourgs / centres villes. »

Madame Solenn FRABOULET : « C'est restrictif. »
Madame le maire : « En ce qui concerne la commune de Saint-Nicolas, on a les projets pouvant bénéficier de fonds de concours. »
Madame Solenn FRABOULET : « Oui, pour le moment, mais après ? »

Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « Je vois que pour la DSC, la CCKB a utilisé le potentiel fiscal, de quoi s'agit-il ? »
Madame Le Maire : « Ce dont des ratios qui permettent d'évaluer le niveau théorique de richesse fiscale d'une commune. Cet indicateur est utilisé pour mesurer la capacité financière d'une commune et est souvent pris en compte dans les calculs des dotations de l'État. »
Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « Je trouve dommage que le pacte financier est imposé à la commune. »
Monsieur Alexandre PETIT : « Oui il est imposé et ça a été rapide. »
Madame Le maire : « Le Pacte concerne les 23 communes membres de la CCKB. »
Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « Je ne suis pas fan du procédé de la CCKB, j'émets une réserve là-dessus. »

- **2.1 Pacte fiscal et financier de solidarité entre la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh et ses Communes membres – Approbation**

« Le pacte financier et fiscal est un outil de gestion du territoire. Dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, il vise à mieux connaître son territoire du point de vue financier et fiscal et d'en analyser les capacités budgétaires pour réaliser des projets du bloc communal constitué des communes et de l'EPCI. Il s'articule autour du projet de territoire en identifiant les modalités de mise en commun des moyens financiers et fiscaux du bloc communal. » (Définition du Centre National de la Fonction Publique Territoriale)

Le pacte financier et fiscal est obligatoire pour les métropoles et EPCI signataires d'un contrat de ville. Il est facultatif pour les autres EPCI. Néanmoins, beaucoup d'EPCI, non concernés par cette obligation se dotent d'un pacte plus ou moins formalisé, plus ou moins intégrateur pour l'ensemble intercommunal. La CCKB a reçu cette préconisation de la part de la Chambre Régionale des Comptes.

C'est l'opportunité d'identifier le poids et les ressources de chaque collectivité et d'en tirer les conséquences qui s'imposent pour mettre les moyens face aux ambitions.

Un pacte entre les communes et l'intercommunalité : pour mettre en œuvre les projets du territoire, dans un contexte contraint des ressources des collectivités.

La réflexion autour du pacte solidaire permet de s'interroger sur l'offre de services communautaires, pour mieux cibler les interventions publiques, en revoir l'organisation et le financement, en vue d'optimiser les moyens.

Pour la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh, le pacte financier et fiscal sera solidaire.

En écrivant ce Pacte, la Présidente précise que nous l'avons voulu « solidaire » avant d'être financier et fiscal, nous avons aussi souhaité poser les bases d'une collaboration avec les communes pour financer un projet de territoire tourné vers les services à la population, le développement et l'aménagement du territoire.

Le pacte constitue un accord politique global et engage les communes et l'intercommunalité pour l'avenir. La Communauté de Communes souhaite se doter d'un tel outil pour plusieurs raisons :

- Parce que la solidarité entre les communes et l'intercommunalité est un socle,
- Parce que les services à la population et aux publics sont une priorité commune,
- Parce que l'aménagement du territoire se travaille avec les communes (PLUI-H, ZAN, Zones d'aménagement des énergies renouvelables, …)
- Parce que l'engagement dans les transitions est une affaire de tous,
- Parce que la sobriété foncière, énergétique, écologique est de notre responsabilité collective.

Aussi, le pacte est l'occasion de débattre :

- De la nécessité de faire face aux contraintes financières (soutenabilité du projet pluriannuel d'investissement et de fonctionnement),
- Des leviers fiscaux actionnables,
- Des modalités de financement de nos compétences,
- Des mécanismes de redistribution à l'échelle intercommunale,
- De la nécessité de se conformer à la légalité concernant les transferts financiers entre la CCKB et les communes.
- De la ligne de partage entre ce qui relève des communes ou de l'intercommunalité, pouvant conduire à un partage ou un transfert de compétences et donner lieu à des relations croisées entre les communes et l'intercommunalité,
- De la solidarité entre les communes et l'intercommunalité.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le Pacte Fiscale et Financier de Solidarité qui couvre la période 2025-2027 et qui est annexé à la présente délibération.

Dans le cadre du Pacte Fiscal et Financier de Solidarité, Madame la Présidente a proposé au Conseil Communautaire de voter le principe de reverser la totalité de l'enveloppe du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales aux communes membres de la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh et une enveloppe de 600 k€ en fonction des critères suivants :

- Répartition en fonction de l'écart de potentiel fiscal des 4 taxes sur les ménages : 25%
- Répartition de l'écart de revenu imposable par habitant : 25%
- Importance des équipements publics de centralité de la commune : 50%

Madame la Présidente a précisé qu'une nouvelle délibération devra être votée dès lors que les services de l'Etat aurons transmis la notification du montant du FPIC à répartir en 2025.

Enfin de manière dérogatoire libre, les Attributions de Compensation sont proposées de la manière suivante :

- Le montant du contingent SDIS de l'année 2025 viendra en déduction des AC des communes (les communes financeront donc ce contingent qui a été transféré à la CCKB en 2016) et qui était jusqu'à présent retiré de la Dotation de Solidarité Communautaire et ne répondant pas aux observations de la Chambre Régionale des Comptes,
- L'écrêtement : aucune commune ne percevra au titre de la politique de solidarité un produit supérieur à celui perçu en 2024 ; si le montant calculé au titre de la DSC + FPIC – AC-SDIS est supérieur au montant de la solidarité 2024, le surplus sera déduit à la commune concernée.
- Le lissage : en 2025 et 2026, les communes subissant au titre de la nouvelle politique de solidarité une perte de plus de 50% en 2025 et de plus de 70% en 2026 bénéficieront d'un versement d'AC

afin de limiter cette perte à ces deux seuils.

- Des majorations d'AC liés à des situations exceptionnels : les communes de Glomel, Rostrenen et St Nicolas bénéficieront d'une majoration d'AC de respectivement 100, 160 k€ et 50 k€ de manière pérenne).

L'attribution de compensation de chaque commune sera la somme de ces 4 éléments. Elle pourra, selon les communes, être positive (recette de fonctionnement) ou négative (dépense de fonctionnement). 3 tableaux respectivement pour les années 2025, 2026 et 2027 viennent expliciter la répartition par Commune membre.

Enfin, une nouvelle politique de fonds de concours communautaire pour financer certains projets des communes est mise en place avec une enveloppe annuelle de 600 k€ selon des thématiques et des règles d'attribution.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le Pacte Fiscal et financier de solidarité proposé par la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh.

Madame Solenn FRABOULET : « Pour les fonds de concours, dans les projets éligibles, il y a création d'équipements ou de nouveaux services à la population dont équipements jeunesses. Si on veut faire un jardin d'enfants, c'est possible alors que c'est la compétence de la CCKB. Ces projets entrent dans l'enveloppe des fonds de concours pour les communes mais c'est la compétence de la CCKB. Peut-être que j'ai mal compris ? »

Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « C'est pareil pour les mobilités : financement des pistes cyclables en s'appuyant sur le schéma directeur de la CCKB. Le schéma nous a été présenté par la CCKB qui porte le projet. Les fonds de concours entrent là-dedans. Il y a une certaine ambiguïté avec les compétences de la CCKB et les projets éligibles aux fonds de concours. »

Madame le maire : « C'est à l'échelle du territoire. »

Madame Solenn FRABOULET : « Installer un commerce, c'est la compétence de la CCKB alors pourquoi ces investissements sont éligibles aux fonds de concours pour les communes ? »

Madame Le maire : « Il y aura des ajustements du pacte. »

Madame Magali LE GALL : « C'est tout bénéfice pour la CCKB, comme si elle se déchargeait d'un certain nombre de compétences sur les communes. »

Madame Le maire : « Chaque commune a listé ses équipements qui ont un intérêt communautaire (par exemple l'école de musique à St Nicolas). Cela a permis aux communes qui ont ces équipements d'avoir une attribution de compensation (AC) plus importante. Quand tu dis c'est tout bénéfice pour la CCKB, je ne suis pas sûre. »

Madame Solenn FRABOULET : « Les investissements sont fléchés. Aves les fonds de concours, la CCKB garde la main par rapport à nos investissements. »

Madame le maire : « La commune est membre de la CCKB, on doit travailler avec elle. »

Madame Solenn FRABOULET : « Ce n'est pas très serein. Tout le monde sera vigilant. Le pacte met en hyper vigilance chaque commune, chacun voudra son fonds de concours. Ça va être un combat permanent. »

Monsieur Yann-Arthur EL AMRANI : « Lorsqu'on regarde le total des montants versés à chaque commune (AC+DSC+FPIC), si je prends Maël-Carhaix, ça lui fait un total de 66 612 € en 2025 et St Nicolas 271 424 € alors que Maël-Carhaix est plus grand. »

Madame Solenn FRABOULET : « Non, Maël-Carhaix a moins d'habitants que St Nicolas. »

Madame Le Maire : « Le pacte est supposé être plus équitable que ce qui était pratiqué auparavant, les modalités de redistribution sont clairement définies en fonction d'indicateurs reflétant la situation de chaque commune (nombre d'habitants, potentiel fiscal, revenus par habitants et équipements d'intérêt communautaire gérés par les communes). Les redistributions sont faites en fonction de ces éléments objectifs. Dans chaque commune, il y a des élus communautaires. Si les élus sont inexistants en conseil communautaire, il ne se passera rien. »

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré**, par 17 voix pour et 1 abstention** (Yann-Arthur EL AMRANI) **:**

DECIDE :

- D'adopter le Pacte de Solidarité Fiscale et Financière de Solidarité 2025-2027 entre la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh et ses 23 Communes membres tel qu'il est annexé et qui pourra faire l'objet de clauses de revoyure autant que de besoins.

- **2.2 Approbation du rapport de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 19 mars 2025 – Détermination des attributions de Compensation de manière libre – Approbation**

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) composée des membres issus des 23 communes de la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh, est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation. À cet effet, la CLECT accompagnée par le cabinet d'expertise financière PIM s'est réunie le 19 mars 2025 afin de déterminer de manière libre la répartition des Attributions de Compensation consécutivement à l'adoption du nouveau Pacte Fiscal et Financier de Solidarité entre la CCKB et ses communes membres.

Ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes des Conseils Municipaux prévue à l'article 1°Bis du V 1609 Nonies du Code Général des Impôts dans les 3 mois suite à sa réception et par chaque Commune à la majorité simple des conseils municipaux.

De manière dérogatoire, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Conformément aux orientations données à la CLECT du 19 mars 2025, la méthodologie dérogatoire suivante a été retenue dans la définition des attributions de compensation :

Dans le cadre du pacte financier et fiscal de la CCKB, les attributions de compensation seront calculées afin de prendre en compte de manière cumulative plusieurs éléments :

- Le montant du contingent SDIS de l'année 2025 viendra en déduction des AC des communes (les communes financeront donc ce contingent qui a été transféré à la CCKB en 2016) et qui était jusqu'à présent retiré de la Dotation de Solidarité Communautaire et ne répondant pas aux observations de la Chambre Régionale des Comptes,
- L'écrêtement : aucune commune ne percevra au titre de la politique de solidarité un produit supérieur à celui perçu en 2024 ; si le montant calculé au titre de la DSC + FPIC – AC-SDIS est supérieur au montant de la solidarité 2024, le surplus sera déduit à la commune concernée.
- Le lissage : en 2025 et 2026, les communes subissant au titre de la nouvelle politique de solidarité une perte de plus de 50% en 2025 et de plus de 70% en 2026 bénéficieront d'un versement d'AC afin de limiter cette perte à ces deux seuils.
- Des majorations d'AC liés à des situations exceptionnels : les communes de Glomel, Rostrenen et St Nicolas bénéficieront d'une majoration d'AC de respectivement 100, 160 k€ et 50 k€ de manière pérenne).

L'attribution de compensation de chaque commune sera la somme de ces 4 éléments. Elle pourra, selon les communes, être positive (recette de fonctionnement) ou négative (dépense de fonctionnement). 3 tableaux respectivement pour les années 2025, 2026 et 2027 viennent expliciter la répartition par Commune membre.

L'approbation des attributions de compensation nécessite, sur la base d'un rapport de la CLECT, des délibérations concordantes du conseil communautaire (à une majorité des deux tiers) et des conseils municipaux des communes intéressées.

Imputations budgétaires

- **Attributions de compensation**

CCKB :
Attributions de compensation négatives (recette) : chap 73 / article 73211
Attributions de compensation positives (dépense) : chap 014 / article 739211
Communes :
Attributions de compensation négatives (dépense) : chap 014 / article 739211
Attributions de compensation positives (recette) : chap 73 / article 73211

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le Rapport de la CLECT relatif à la répartition libre des Attributions de Compensation tel que présentés en annexe.

Vu le Rapport de la CLECT en date du 19 mars 2025,

Vu les dispositions de l'articlle 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Madame Le maire : « La réunion de la CLECT a donné lieu a des débats, mais cela a été adopté par les membres présents. Il y a eu des remarques par rapport aux différences des montants attribués aux communes car certains sont restés sur le schéma d'attribution d'avant le projet de pacte financier. Ce qui a donné lieu à des débats. »

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE :

- D'approuver le rapport de la CLECT du 19 mars 2025 relatif à la répartition des Attributions de Compensation de manière libre conformément à l'annexe n°1.

Annexe n°1 : Montant des Attributions de Compensation prévisionnelles pour les années 2025, 2026 et 2027

communes	AC 2025	AC 2026	AC 2027
CANIHUEL	10 537	2 433	- 9 724
GLOMEL	188 784	129 352	54 472
GOUAREC	- 31 332	- 31 332	- 31 332
KERGRIST-MOELOU	- 19 531	- 19 531	- 19 531
BON REPOS SUR BLAVET	- 38 331	- 45 834	- 45 834
LANRIVAIN	- 11 918	- 13 836	- 15 178
LESCOUET-GOUAREC	- 20 755	- 20 755	- 20 755
LOCARN	13 551	2 548	- 13 192
MAEL-CARHAIX	- 17 165	- 34 054	- 34 054
MELLIONNEC	- 8 847	- 11 229	- 11 229
PAULE	- 12 201	- 16 453	- 17 030
PEUMERIT-QUINTIN	- 4 176	- 5 060	- 5 195
PLELAUFF	- 12 193	- 15 991	- 20 052
PLOUGUERNEVEL	- 42 466	- 51 984	- 63 562
PLOUNEVEZ-QUINTIN	- 16 142	- 22 807	- 31 882
ROSTRENEN	155 548	10 470	10 470
SAINT-CONNAN	- 7 186	- 8 660	- 9 207
SAINT-GILLES-PLIGEAUX	- 13 127	- 13 127	- 13 127
SAINT-NICOLAS-DU-PELEM	146 114	57 545	- 2 496
SAINTE-TREPHINE	- 3 241	- 4 158	- 5 534
SAINT-YGEAUX	- 3 155	- 3 551	- 4 146
TREBRIVAN	- 22 058	- 22 058	- 22 058
TREMARGAT	- 4 538	- 5 319	- 5 319
	226 172	**-143 390**	**-335 495**

3. Etat Annuel des indemnités des élus- Présentation

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 (article 93) relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L 2123-24-1-1 l'obligation suivante :

« *Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.* »

Les montants sont exprimés en euros et en brut, par élu et par mandat/fonction.

L'état annuel n'étant pas un document qui fait grief, il ne relève pas des actes soumis à l'obligation de transmission dans le cadre du contrôle de légalité.

Etat annuel des indemnités perçues en 2024												
Nom - Prénom du conseiller	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller municipal				Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller communautaire				Indemnités perçues au titre du mandat de représentant de la commune dans un syndicat mixte ou pôle métropolitain			
	Fonctions au titre desquelles sont versées les indemnités	Indemnités de fonction perçues	Remboursement de frais (kms, repas)	avantage en nature (véhicule, logement)	Fonctions au titre desquelles sont versées les indemnités	Indemnités de fonction perçues	Remboursement de frais (kms, repas)	avantage en nature (véhicule, logement)	Fonctions au titre desquelles sont versées les indemnités	Indemnités de fonction perçues	Remboursement de frais (kms, repas)	avantage en nature (véhicule, logement)
BOUDIAF Catherine	**Maire** Depuis le 13/04/2024	14 758.80 €			**Conseillère déléguée**	1 737.96 €			**Vice-Présidente**	2 173.04 €		
PETIT Alexandre	**Adjoint au Maire** Depuis le 13/04/2024	6 363.05 €									17.14 €	
LE BONNIEC Valérie	**Adjointe au Maire** depuis le 13/04/2024	6 363.05 €										
LE GOUSSE Philippe	**Adjoint au Maire** Depuis le 13/04/2024	6 363.05 €										
FRABOULET Solenn	**Adjointe au Maire** Depuis le 13/04/2024	6 363.05 €	92.66 €									
LOUIS Mathieu	**Adjoint au Maire** depuis le 13/04/2024	6 363.05 €	631.53 €									
CARPENTIER Philippe	**Conseiller municipal** depuis le 13/04/2024	512.26 €										
DONTEVILLE Eric	**Conseiller municipal** depuis le 13/04/2024	512.26 €										
EL AMRANI Yann-Arthur	**Conseiller municipal** depuis le 13/04/2024	512.26 €	137.86 €									
FALHER Daniel	**Conseiller municipal** depuis le 13/04/2024	512.26 €										
GOUBIN Fanny	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.26 €										
GOUESLAIN Christophe	**Conseiller municipal** Du 13/04 au 22/07/2024	198.66 €										
JAN Anne-Marie	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
JOULIN Jean-François	**Conseiller municipal** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
LE GALL PAYSANT Magali	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
LE TOUZE Chantal	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
MOLLET Marine	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
SCHMITT Véronique	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
SERRANO Sonia	**Conseillère municipale** depuis le 13/04/2024	512.56 €										
LE CAËR Daniel	**Maire** jusqu'au 12/04/2024	7 211.47 €			**Conseiller délégué**	794.50 €			**Vice-Président**	1 261.77 €		
ANDRÉ Marilyse	**Adjointe au Maire** jusqu'au /04/2024	2 767.19 €										
LAGADEC Guy	**Adjoint au Maire** jusqu'au 12/04/2024	2 767.19 €							**Délégué titulaire**		45.43 €	
BERNARD Christiane	**Adjointe au Maire** jusqu'au 12/04/2024	2 767.19 €										
PASCO Gérard	**Adjoint au Maire** jusqu'au 12/04/2024	2 767.19 €										

Le Conseil municipal prend acte de l'état annuel.

4. Budget communal

➢ 4.1 Présentation du Compte Financier Unique 2024

Monsieur Alexandre PETIT présente le CFU 2024.

FONCTIONNEMENT DEPENSES			
Chapitre	**intitulé**	**BP + DM 2024**	**CFU 2024**
011	Charges à caractère général	719 670.00	422 875.45
012	Charges de personnel et frais assimilés	894 750.00	749 801.95
014	Atténuations de produits	3 500.00	1 925.00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)	0.00	0.00
023	Virement à la section d'investissement	371 699.41	0.00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	30 857.59	30 857.59
65	Autres charges de gestion courante	167 800.00	139 036.18
66	Charges financières	62 000.00	45 462.35
67	Charges exceptionnelles	1 500.00	115.26
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	10 000.00	0.00
		2 261 777.00	**1 390 073.78**

FONCTIONNEMENT RECETTES			
Chapitre	**intitulé**	**BP + DM 2024**	**CFU 2024**
002	Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	250 000.00	250 000.00
013	Atténuations de charges	4 000.00	9 787.10
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00	0.00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	62 900.00	65 472.01
73	Impôts et taxes	438 570.00	421 040.13
731	Fiscalité locale	800 000.00	776 476.00
74	Dotations, subventions et participations	655 000.00	751 965.35
75	Autres produits de gestion courante	36 100.00	49 379.33
76	Produits financiers	7.00	10.56
77	Produits spécifiques	200.00	0.00
78	Reprise sur provisions - produits exceptionnels	15 000.00	0.00
		2 261 777.00	**2 324 130.48**

INVESTISSEMENT DEPENSES			
Chapitre	**intitulé**	**BP + DM 2024**	**CFU 2024**
020	Dépenses imprévues (investissement)	0.00	0.00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00	0.00
041	Opérations patrimoniales	0.00	0.00
16	Emprunts et dettes assimilées	100 500.00	96 647.61
20	Immobilisations incorporelles	26 400.00	0.00
204	Subventions d'équipement versées	12 150.00	0.00
21	Immobilisations corporelles	102 573.43	16 616.28
23	Immobilisations encours	1 761 216.43	64 631.38
27	Autre immobilisations financières	864 078.99	486.69
4581	Opération sous mandat	0.00	0.00
		2 866 918.85	**178 381.96**

INVESTISSEMENT RECETTES			
Chapitre	**intitulé**	**BP + DM 2024**	**CFU 2024**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 775 231.63	1 775 231.63
021	Virement de la section de fonctionnement	371 699.41	0.00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	30 857.59	30 857.59
041	Opérations patrimoniales	0.00	0.00
10	Dotations, fonds divers et réserves	689 130.22	688 417.86
13	Subventions d'investissement	0.00	0.00
16	Emprunts et dettes assimilées	0.00	790.35
4582	Opération sous mandat	0.00	0.00
		2 866 918.85	**2 495 297.43**

➢ 4.2 Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024

15h55 le maire sort de séance, Alexandre PETIT est président de séance et fait voter le CFU.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'avis de la commission des Finances ;

Vu la présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem

Vu le Compte Financier Unique 2024 de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 091 687,22	2 011 777,00	3 103 464,22
	Recettes réalisées (1)	B	720 065,80	2 074 130,48	2 794 196,28
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	2 866 918,85	2 261 777,00	5 128 695,85
	Dépenses réalisées (1)	E	178 381,96	1 390 073,78	1 568 455,74
	Restes à réaliser	F	116 357,05	0,00	116 357,05
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	541 683,84	684 056,70	1 225 740,54
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	1 775 231,63	250 000,00	2 025 231,63
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	2 316 915,47	934 056,70	3 250 972,17
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-116 357,05	0,00	-116 357,05
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	2 200 558,42	934 056,70	3 134 615,12

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Le conseil municipal,

A la majorité des suffrages exprimés, **0 Voix contre et 0 abstentions s'étant manifestées**,

Madame le maire n'ayant pas pris part au vote,

- APPROUVE le Compte Financier Unique 2024 de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem
- DONNE pouvoir à Mme le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les conseillers municipaux présents signent le Compte Financier Unique 2024 du Budget communal.

16h00 le maire revient en séance et reprend la présidence. SUSPENSION DE SEANCE.

16h15 la séance reprend.

➢ 4.3 Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement

Le Compte financier Unique 2024 ayant été approuvé, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat,
Constatant que le CFU présente les résultats suivants :

Résultat Budget communal 2024									
Subdivisions	Résultat à la clôture de l'exercice précédent		Opérations de l'exercice			Reste à réaliser		résultats à la clôture de l'exercice avec excédent antérieur reporté	
	Déficits	Excédents	mandats émis	titres émis	Résultat	dépenses	recettes	déficits	excédents
Section de fonctionnement		250 000.00 €	1 390 073.78 €	2 074 130.48 €	684 056.70 €			0	934 056.70 €
section d'investissement		1 775 231.63 €	178 381.96 €	720 065.80 €	541 683.84 €	116 357.05 €			2 316 915.47 €
TOTAUX	0.00 €	2 025 231.63 €	1 568 455.74 €	2 794 196.28 €	1 225 740.54 €	116 357.05 €	0.00 €	0.00	3 250 972.17 €

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit de la section d'investissement),

Le conseil municipal, **à l'unanimité :**

Décide d'affecter le résultat comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
Résultat de fonctionnement A. Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) B. Résultats antérieurs reportés Ligne 002 du compte administratif précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) **C. Résultat à affecter** **= A. + B. (hors restes à réaliser)** (si C. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	 684 056.70 € 250 000.00 € **934 056.70 €**
Solde d'exécution de la section d'investissement D. Solde d'exécution cumulé d'investissement (précédé de + ou -) D 001 (si déficit) R 001 (si excédent) E. Solde des restes à réaliser d'investissement (3) (précédé du signe + ou -) Besoin de financement Excédent de financement (1)	 2 316 915.47 € - 116 357.05 €
Besoin de financement F. = D. + E.	**0.00 €**
AFFECTATION =C. = G. + H.	**934 056.70 €**
1) Affectation en réserves R1068 en investissement G. = au minimum couverture du besoin de financement F	**434 056.70 €**
2) H. Report en fonctionnement R 002 (2)	**500 000.00 €**
DEFICIT REPORTE D 002 (4)	

- **4.4 Présentation du Budget Primitif 2025**

Monsieur Alexandre PETIT présente le budget primitif 2025.

FONCTIONNEMENT DEPENSES			
Chapitre	**intitulé**	**CFU 2024**	**BP 2025**
011	Charges à caractère général	422 875.45	737 611.00
012	Charges de personnel et frais assimilés	749 801.95	919 250.00
014	Atténuations de produits	1 925.00	4 000.00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)	0.00	0.00
023	Virement à la section d'investissement	0.00	402 716.05
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	30 857.59	16 149.23
65	Autres charges de gestion courante	139 036.18	179 083.72
66	Charges financières	45 462.35	57 000.00
67	Charges exceptionnelles	115.26	1 500.00
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	0.00	3 700.00
		1 390 073.78	**2 321 010.00**

FONCTIONNEMENT RECETTES			
Chapitre	**intitulé**	**CFU 2024**	**BP 2025**
002	Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	250 000.00	500 000.00
013	Atténuations de charges	9 787.10	1 000.00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00	0.00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	65 472.01	45 349.00
73	Impôts et taxes	421 040.13	308 423.00
731	Fiscalité locale	776 476.00	776 016.00
74	Dotations, subventions et participations	751 965.35	635 451.00
75	Autres produits de gestion courante	49 379.33	38 000.00
76	Produits financiers	10.56	10.00
77	Produits spécifiques	0.00	200.00
78	Reprise sur provisions - produits exceptionnels	0.00	16 561.00
		2 324 130.48	**2 321 010.00**

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chapitre	intitulé	RAR 2024	BP 2025	Total BP 2025
020	Dépenses imprévues (investissement)	0.00	0.00	0.00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00	0.00	0.00
041	Opérations patrimoniales	0.00	3 080.00	3 080.00
16	Emprunts et dettes assimilées	0.00	100 500.00	100 500.00
20	Immobilisations incorporelles	5 365.92	30 000.00	35 365.92
204	Subventions d'équipement versées	5 790.40	106 694.00	112 484.40
21	Immobilisations corporelles	25 291.65	82 200.00	107 491.65
23	Immobilisations encours	79 909.08	1 918 807.95	1 998 717.03
27	Autre immobilisations financières	0.00	880 000.00	880 000.00
4581	Opération sous mandat	0.00	0.00	0.00
		116 357.05	**3 121 281.95**	**3 237 639.00**

INVESTISSEMENT RECETTES

Chapitre	intitulé	RAR 2024	BP 2025	Total BP 2025
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00	2 316 915.47	2 316 915.47
021	Virement de la section de fonctionnement	0.00	402 716.05	402 716.05
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00	16 149.23	16 149.23
041	Opérations patrimoniales	0.00	3 080.00	3 080.00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0.00	498 777.39	498 777.39
13	Subventions d'investissement	0.00	0.00	0.00
16	Emprunts et dettes assimilées	0.00	0.86	0.86
4582	Opération sous mandat	0.00	0.00	0.00
		0.00	**3 237 639.00**	**3 237 639.00**

Madame Magali LE GALL : « Rénovation de l'éclairage public - Dossier Fonds Verts, c'est quoi les fonds verts ? »
Monsieur Alexandre PETIT : « Le Fonds vert soutient les investissements locaux afin d'accélérer la transition écologique dans les territoires, dans trois domaines : la performance environnementale, l'adaptation du territoire au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie. Ici, il s'agit de rénover l'éclairage public ancien qui est énergivore. En plus, on a prévu de changer les commandes d'éclairage public pour que cela soit plus facile en gestion. »

Monsieur Jean-François JOULIN : « City parc, de quoi s'agit-il ? »
Madame Solenn FRABOULET : « Il s'agit d'un projet du conseil des enfants et des jeunes. C'est un montant prévisionnel de 100 000 €, le projet reste à affiner. Le projet est porté par Mathieu LOUIS. »
Monsieur Mathieu LOUIS : « Il va falloir faire une consultation avec un cahier des charges. Il s'agit de changer le revêtement du sol et de fermer le city parc actuel. »

➢ 4.5 Approbation du Budget Primitif 2025

En application du principe d'unité budgétaire, l'ensemble des budgets (principal et annexes) doivent être votés lors de la même séance.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 arrêté lors de la réunion de la commission des finances réunie le 11 mars 2025 :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'avis de la commission des finances du 11 mars 2025,

Vu le projet de budget primitif 2025,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

APPROUVE le budget primitif 2025 arrêté comme suit :

	DEPENSES	**RECETTES**
Section de fonctionnement	2 321 010.00 €	2 321 010.00 €
Section d'investissement	3 237 639.00 €	3 237 639.00 €
TOTAL	**5 558 649.00 €**	**5 558 649.00 €**

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement,

- DONNE au Maire, délégation pour effectuer à l'intérieur de ces chapitres tout virement de crédit qui s'avérerait nécessaire ;
- AUTORISE le Maire à effectuer tout virement de crédits de chapitre à chapitre qui s'avérerait nécessaire dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section considérée, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Les conseillers municipaux présents signent le Budget Primitif communal 2025.

➢ 4.6 Programme d'investissement 2025

Madame Le Maire présente à l'assemblée du programme d'investissements 2025 (en TTC) :

Intitulé	**Montant prévisionnel**
Aménagement du Hameau de Kerlouis	880 000.00 €
Rénovation de la commande l'éclairage public du bourg	9 329.00 €
Renouvellement du réseau électrique Rue de Rostrenen	51 838.00 €
Commande A de l'éclairage public	1 445.00 €
Rénovation de l'éclairage public - Dossier Fonds Verts	44 082.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Acquisition de matériel	Refonte du site internet de la commune	8 000.00 €
	Hydrants	3 000.00 €
	Extincteurs	1 500.00 €
	Défibrillateur	2 000.00 €
	Camion	30 000.00 €
	Matériel service technique	2 000.00 €
	Matériel enseignement école	4 000.00 €
	Réserve eau	8 000.00 €
	Frigo école + aspirateur	2 000.00 €
	Débroussailleuse	1 000.00 €
	Benne TYM	1 500.00 €
	Fourche porte barrières	1 200.00 €
	Sono Ty Ar Pelem	15 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Eglises	Travaux portes église St Pierre	70 000.00 €
	Eglise de Bothoa (fuites d'eau+ volet +étanchéité)	67 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Piscine municipale	Etude de faisabilité du projet de rénovation de la piscine	22 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Travaux sur bâtiments Communaux	City parc	100 000.00 €
	Chaudière vestiaire foot	20 000.00 €
	Mise aux normes électriques	20 000.00 €
	Bardage PVC salle des fêtes Bothoa	5 000.00 €
	Fenêtres musée Bothoa	21 400.00 €
	Aménagement terrain Foo A (main courante, grillage…)	61 000.00 €
	Extracteurs fumées Ty Ar Pelem	10 000.00 €
	Toiture école Léa Nicolas	15 000.00 €
	Fresque sur le mur de la salle Ty Ar Pelem	5 700.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Travaux Forêt de Beaucours et arboretum	Travaux 2025	10 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Acquisition foncière	Acquisition/régularisation foncière	5 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Voirie/ Aménagement	Programme voirie 2025	190 000.00 €
	Programme PONTS 2 - réparations	20 000.00 €
	Panneaux de signalisation 2025	5 000.00 €
	Aire de camping-car	71 000.00 €
	Balisage des chemins de randonnées	1 000.00 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Réhabilitation de l'îlot mairie	Maîtrise d'œuvre + bureau de contrôle + travaux	802 707.95 €

Intitulé		Montant prévisionnel
Extension cimetière Croas Dom Herry	Travaux d'aménagement	430 000.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal**, à l'unanimité :**

- Adopte le programme d'investissements 2025 tel que proposé.

---

5. <u>Service assainissement :</u>

➢ **<u>5.1 Présentation du Compte Financier Unique 2024</u>**

Monsieur Alexandre PETIT présente le CFU 2024.

Compte financier Unique 2024
BUDGET ASSAINISSEMENT

Chapitre ou Compte	Budgétisé	Réalisé	
Fonctionnement - Dépense	***256 366.00 €***	***224 319.53 €***	
011 - Charges à caractère général	**193 903.34 €**	**164 856.87 €**	
6061 - Fournitures non stockables (eau, énergie,..)	7 000.00 €	4 894.58 €	Electricité postes de relèvement
6063 - Fournitures d'entretien et de petit équipemt	3 303.34 €	0.00 €	matériaux pour raccordements EU+pouzzolane Bothoa
6068 - Autres matières et fournitures	2 500.00 €	0.00 €	Cailloux pour raccordement EU
613 - Locations, droits de passage et servitudes	3 500.00 €	0.00 €	location matériel pour travaux (minipelle…)
61523 - Entretien et réparations réseaux	6 000.00 €	1 296.00 €	Vidange Bothoa, nettoyage poste, hydrocureuse
61528 - Entretien et réparations autres biens immobiliers	5 000.00 €	1 986.73 €	Contrat entretien Le Du, dépannage -
6155 - Entretien et réparations biens mobiliers	500.00 €	0.00 €	Remplacement pièces poste relèvement
617 - Etudes et recherches	2 000.00 €	1 022.01 €	Convention ADAC, passage caméra
618 - Divers	160 000.00 €	152 342.42 €	Participation à verser à GALLIANCE+ hygiénisation boues
623 - publicité, publications	500.00 €	0.00 €	annonces légales marché public
626-Frais postaux et télécommunications	600.00 €	712.35 €	Alarme postes de relevage
6288-Autres	3 000.00 €	2 602.78 €	Facture SAUR pour facturation abonnés
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	**1 000.00 €**	**0.00 €**	
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	1 000.00 €	0.00 €	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre	**59 462.66 €**	**59 462.66 €**	
6811 - Dotations aux amortissements immos corporelles et incorporelles	59 462.66 €	59 462.66 €	Amortissement des travaux antérieurs
67 - Charges exceptionnelles	**2 000.00 €**	**0.00 €**	
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	2 000.00 €	0.00 €	
6742 - subventions exceptionnelles d'équipement	0.00 €	0.00 €	
Fonctionnement - Recette	***256 366.00 €***	***241 435.60 €***	
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	**58 739.88 €**	**58 739.88 €**	
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou	58 739.88 €	58 739.88 €	Excédent 2023 reporté (affectation résultat)
042 - Opérations d'ordre de transfert entre	**11 974.61 €**	**11 974.61 €**	
72 - Production immobilisée	0.00 €	0.00 €	Opération comptable travaux en régie
777 - Quote-part des subvent° d'inv. virées au résultat de l'exercice	11 974.61 €	11 974.61 €	Reprise des subventions antérieures (Cf 1391)
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	**185 479.27 €**	**170 548.87 €**	
704 - Travaux	1 200.00 €	2 300.00 €	2 participations aux frais de branchement
70611 - Redevance d'assainissement collectif	184 279.27 €	168 248.87 €	Recettes assainissement reversées par la SAUR
74 - Subventions d'exploitation	**0.00 €**	**0.00 €**	
74 - Subventions d'exploitation	0.00 €	0.00 €	Subvention du budget communal pour équilibre budgétaire
75- Autres produits de gestion courante	**172.24 €**	**172.24 €**	
7581 - FCTVA	172.24 €	172.24 €	

Investissement - Dépense	***305 286.74 €***	***98 344.11 €***	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre	**11 974.61 €**	**11 974.61 €**	
1391 - Subventions d'équipement	11 974.61 €	11 974.61 €	Reprise des subventions antérieures (Cf 777)
2315 - Installations, matériel et outillage	0.00 €	0.00 €	opération comptable travaux en régie
20 - Immobilisations incorporelles	**0.00 €**	**0.00 €**	
203 - Frais d'études, de recherche, de dvpt et frais d'insertion	0.00 €	0.00 €	
21 - Immobilisations corporelles	**10 000.00 €**	**0.00 €**	
2158 - Autres	10 000.00 €	0.00 €	
23 - Immobilisations en cours	**283 312.13 €**	**86 369.50 €**	
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	283 312.13 €	86 369.50 €	
Investissement - Recette	***305 286.74 €***	***286 184.74 €***	
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	**225 713.04 €**	**225 713.04 €**	
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	225 713.04 €	225 713.04 €	Excédent 2022 reporté (affectation du résultat)
040 - Opérations d'ordre de transfert entre	**59 462.66 €**	**59 462.66 €**	
28156 - Matériel spécifique d'exploitation	55 406.55 €	55 406.55 €	Amortissement travaux
28158 - Autres	4 056.11 €	4 056.11 €	Amortissement matériel
10- Dotations, fonds divers et réserves	**1 009.04 €**	**1 009.04 €**	
10222 - FCTVA	1 009.04 €	1 009.04 €	
1068- Autres réserves	0.00 €	0.00 €	
13- Subventions d'investissement	**19 102.00 €**	**0.00 €**	
131- Subventions d'équipement	19 102.00 €	0.00 €	Subvention agence de l'eau étude diagnostic

➢ 5.2 Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024

16h45 le maire sort de séance, Alexandre PETIT est président de séance et fait voter le CFU.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'avis de la commission des Finances réunie le 11 mars 2025 ;

Vu la présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 du service assainissement la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem

Vu le Compte Financier Unique 2024 du service assainissement de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	79 573,70	197 626,12	277 199,82
	Recettes réalisées (1)	B	60 471,70	182 695,72	243 167,42
	Restes à réaliser	C	19 102,00	0,00	19 102,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	305 286,74	256 366,00	561 652,74
	Dépenses réalisées (1)	E	98 344,11	224 319,53	322 663,64
	Restes à réaliser	F	15 038,60	0,00	15 038,60
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-37 872,41	-41 623,81	-79 496,22
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	225 713,04	58 739,88	284 452,92
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	187 840,63	17 116,07	204 956,70
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	4 063,40	0,00	4 063,40
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	191 904,03	17 116,07	209 020,10

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Le conseil municipal,

A la majorité des suffrages exprimés, 0 Voix contre et 0 abstentions s'étant manifestées,

Madame le maire n'ayant pas pris part au vote,

- APPROUVE le Compte Financier Unique 2024 du service assainissement de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem
- DONNE pouvoir à Mme le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les conseillers municipaux présents signent le Compte Financier Unique 2024 du Budget assainissement.

16h50 le maire revient en séance et reprend la présidence.

➢ 5.3 Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement

Le Compte financier Unique 2024 ayant été approuvé, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat,
Constatant que le CFU présente les résultats suivants :

Subdivisions	Résultat à la clôture de l'exercice précédent (2023)		Opérations de l'exercice 2024			résultats à la clôture de l'exercice 2024 avec excédent antérieur reporté		Reste à réaliser	
	Déficits	Excédents	mandats émis	titres émis	Résultat	déficits	excédents	dépenses	recettes
Section d'exploitation		58 739.88 €	224 319.53 €	182 695.72 €	**-41 623.81 €**		**17 116.07 €**		
section d'investissement		225 713.04 €	98 344.11 €	60 471.70 €	**-37 872.41 €**		**187 840.63 €**	15 038.60 €	19 102.00 €
TOTAUX		**284 452.92 €**	**322 663.64 €**	**243 167.42 €**	**-79 496.22 €**		**204 956.70 €**	**15 038.60 €**	**19 102.00 €**

Considérant que seul le résultat de la section d'exploitation doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit de la section d'investissement),

Le conseil municipal, **à l'unanimité :**

Décide d'affecter le résultat comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION	
A. Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	- 41 623.81 €
Dont B ; Plus-values nettes de cession d'éléments d'actif :	0.00 €
C. Résultats antérieurs reportés D 002 du compte administratif (si déficit) R 002 du compte administratif (si excédent)	58 739.98 €
D. Résultat à affecter = A. + C (1) (si D. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	**17 116.07 €**
Solde d'exécution de la section d'investissement E. Solde d'exécution cumulé d'investissement (précédé de + ou -) D 001 (si déficit) R 001 (si excédent)	187 840. 63 €
F. Solde des restes à réaliser d'investissement (3) (précédé du signe + ou -)	4 063.40 €
Besoin de financement = E + F	**0.00 €**
AFFECTATION = D	**17 116. 07 €**
1) Affectation en réserves R1068 en investissement pour le montant des plus-values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du B.)	0.00 €
2) Affectation en réserves R1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué du (1)	0.00 €
3) Report en fonctionnement R 002	**17 116.07 €**
DEFICIT REPORTE D 002	

➢ 5.4 Présentation du Budget Primitif 2025

Monsieur Alexandre PETIT présente le budget primitif 2025 du service assainissement.

BUDGET 2025
ASSAINISSEMENT

Fonctionnement

Dépenses			
article		Montant	
022	dépenses imprévues	1 000.00	
023	virement à la section d'inv	0.00	
6061	fournitures non stockables	6 700.00	Electricités postes relèvement
6063	Fournitures entretien	2 000.00	matériaux pour raccordements
6068	Autres matières et fournitures	2 000.00	sable, gravillons pour raccordements
613	location mobilière	2 500.00	location minipelle travaux ass
61523	Entretien et réparations de réseaux	5 000.00	Curage réseaux
61528	Entretien et réparations autres biens immobiliers	4 000.00	contrat entretien Le Du, hydrocurage
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	500.00	
617	études et recherches	1 900.00	ADAC
618	divers	106 709.00	Participation station VATEDIS
623	publicité, publications	500.00	annonce insertion
626	Frais postaux et télécommunication	761.26	
6288	Autres	2 700.00	Facture SAUR
673	titres annulés	1 000.00	
6811/042	dotation aux amortissements	62 729.74	amortissements travaux ant. (=28156/040+28158/040 IR)
	TOTAL	**200 000.00**	

Recettes				
article			Montant	
002	Excédent antérieur reporté		**17 116.07**	affectation résultat 2024
74	subv exploitation			
704	travaux		1 200.00	taxe raccordement
70611	redevance ass collectif		169 442.84	recettes ass. SAUR
72/042	production immobilisée		0.00	travaux en régie. Op. comptable voir 2315/040 I D
7581	FCTVA		266.48	FCTVA sur travaux fonctionnement 2023
777/042	quote part des subv d'inv		11 974.61	
	Total		**200 000.00**	reprise des subv ant. (=1391/040 ID)

Investissement

Dépenses			
article		RAR	Montant
13911/040	subvention équipement		11 974.61
2158	immos corporelles	9 732.00	10 000.00
203	frais d'études		0.00
2315	travaux	5 306.60	299 036.22
2315/040	travaux en régie		0.00
	TOTAL	**15 038.60**	**321 010.83**
		336 049.43	

Recettes				
article		RAR	Montant	
001	excédent antérieur reporté		**187 840.63**	excédent inv 2024
021	virement section exploitation		0.00	
1068	affectation		0.00	
10222	FCTVA		66 377.06	FCTVA sur travaux 2023
013	subvention agence de l'eau	19 102.00		
28156/040	amortissement matériel		58 924.79	amortissement travaux
28158/040	amortissement matériel		3 804.95	amortissement matériel
	Total	**19 102.00**	**316 947.43**	
		336 049.43		

➢ 5.5 Approbation du Budget Primitif 2025

En application du principe d'unité budgétaire, l'ensemble des budgets (principal et annexes) doivent être votés lors de la même séance.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 du service assainissement arrêté lors de la réunion de la commission des finances réunie le 11 mars 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'avis de la commission des finances du 11 mars 2025,

Vu le projet de budget primitif du service assainissement 2025,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

APPROUVE le budget primitif du service assainissement 2025 arrêté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'exploitation	200 000.00 €	200 000.00 €
Section d'investissement	336 049.43 €	336 049.43 €
TOTAL	**536 049.43 €**	**536 049.43 €**

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement.

- Précise qu'il y a un écart d'origine applicative entre le montant inscrit au BP en Reste A Réaliser à l'article 1311 (19 102 €) et le total indiqué dans la maquette budgétaire au chapitre 13 (38 204 €) -anomalie indiquée dans la lettre d'information de la DGCL – Bureau des budgets locaux et de l'analyse financière du 27/03/2025.

Les conseillers municipaux présents signent le Budget Primitif assainissement 2025.

---

6. Lotissement de Kerlouis

➢ 6.1 Présentation du Compte Financier Unique 2024

Monsieur Alexandre PETIT présente le CFU 2024.

Compte Financier Unique 2024 Budget Hameau de Kerlouis			
	BUDGET 2024	**RÉALISÉ 2024**	**Détail**
Fonctionnement - Dépense	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
011 - Charges à caractère général	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
6045 - Achats d'études, prestations de services (terrains à aménager)	125 000.00 €		
605 - Achats de matériel, équipements et travaux	849 300.00 €		
608 - Frais accessoires sur terrain en cours d'aménagement	700.00 €	486.69 €	Frais insertion AAPC Medialex
Fonctionnement - Recette	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
7133 - Variation des en-cours de production de biens	975 000.00 €	486.69 €	Déstockage en cours
Investissement - Dépense	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
3354 - Études et prestations de services	125 000.00 €	0.00 €	Ecriture de stocks
3355 - Travaux	849 300.00 €	0.00 €	Ecriture de stocks
3358- Frais annexes	700.00 €	486.69 €	Ecriture de stocks
Investissement - Recette	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
16 - Emprunts et dettes assimilées	**975 000.00 €**	**486.69 €**	
168748 - Autres communes	975 000.00 €	486.69 €	Avance du budget communal 2024

➢ 6.2 Délibération portant approbation du Compte Financier Unique (CFU) 2024

17h10 le maire sort de séance, Alexandre PETIT est président de séance et fait voter le CFU.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'avis de la commission des Finances ;

Vu la présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 du lotissement de Kerlouis

Vu le Compte Financier Unique 2024 du Lotissement de Kerlouis ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II - Budgets des services à caractère administratif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LOT DE KERLOUIS-ST NICOLAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I + II + III	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Le conseil municipal,

A la majorité des suffrages exprimés, 0 Voix contre et 0 abstentions s'étant manifestées,

Madame le maire n'ayant pas pris part au vote,

- APPROUVE le Compte Financier Unique 2024 du lotissement de Kerlouis
- DONNE pouvoir à Mme le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les conseillers municipaux présents signent le Compte Financier Unique 2024 du Budget Hameau de Kerlouis.

17h15 le maire revient en séance et reprend la présidence.

➢ 6.3 Affectation du résultat N-1 de la section de fonctionnement

Le Compte financier Unique 2024 ayant été approuvé, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat,
Constatant que le CFU présente les résultats suivants :

Subdivisions	Résultat à la clôture de l'exercice précédent (2023)		Opérations de l'exercice 2024		résultats à la clôture de l'exercice 2024	
	Déficits	Excédents	mandats émis	titres émis	déficits	excédents
Section de fonctionnement	0.00	0.00	486.69	486.69	0.00	**0.00**
section d'investissement	0.00	0.00	486.69	486.69	0.00	0.00
TOTAUX			**973.38**	**973.38**	**0.00**	**0.00**

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit de la section d'investissement),

Le conseil municipal, **à l'unanimité :**

Décide d'affecter le résultat comme suit :

Le besoin de la section d'investissement est de : 0.00 €

L'affectation en réserves (compte 1068) est de : 0.00 €

Le solde du résultat de fonctionnement 0.00 €

➢ 6.4 Présentation du Budget Primitif 2025

Monsieur Alexandre PETIT présente le budget primitif 2025 du Hameau de Kerlouis.

LOTISSEMENT KERLOUIS DE ST NICOLAS DU PELEM — BUDGET PRIMITIF 2025

FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES					
article	chap	intitulé	observations		article	chap	intitulé	observations		
6015	011	terrain à aménager	terrain acquis+frais	0.00	7015		vente terrains aménagés	vente parcelles		
6045	011	études, prestations	études	100 000.00					-	
		de service			7133	042	variation en cours de	en fin d'année, reprend	880 000.00	
6045							production	total chap. 60 (D 335)		
605	011	travaux	voirie, VRD,..	778 000.00						
				0.00	71355	042	variation terrains aménagés	intégration lots achevés		classe 6 /n
608	011	frais accessoires	publicité	2 000.00			(1ère tranche)	(par D 3555)		
	043		transfert intérêts emprunt							
	011				774		subvention exceptionnelle	Verst		
	011									
			s/total (coût de production)	**880 000.00**						
66111	66	intérêts emprunt			796	043	transfert charges	transfert intérêts emprunt		
7133	042	variation en cours	sortie du stock (par C 335)							
		de production		0.00						
71355	042	variation terrains	constatation vente de lots							
		aménagés	(par C 3555)							
6815	042	Provision lots vendus		0.00						
002	002	résultat fonct. reporté	déficit		002		résultat fonct. reporté	excédent	-	
022	022	dépenses imprévues								-
6522	65	excédent reversé	au budget principal	0.00	7552		déficit pris en charge	par le budget principal		
			TOTAL	880 000.00				TOTAL	880 000.00	

INVESTISSEMENT

1641	16	emprunt	remboursement capital		1641	16	Emprunt			
168748	16	avance budget pal	remboursement avance		168748	16	Avance budget commune		880 000.00	27638 commune
3351	040	travaux en cours	terrains)		335	040	reprise stock initial			art 6015 /2024
3354	040	travaux en cours	études, pr. serv) par	100 000.00	335	040	reprise stock initial			art 6045/2024
3355	040	travaux en cours	travaux) C 7133	778 000.00	335	040	reprise stock initial			art 605 /2024
3358	040	travaux en cours	frais accessoires)	2 000.00	33581	040	reprise stock initial			
33586	040	travaux en cours	frais financiers)		33586	040	reprise stock initial			
3555	040	terrains aménagés	constatation lots achevés		3555	040	terrains aménagés	sortie du stock de		balance 3555D/ n-1 (solde) +CLASSE 6/ n
		(1ère tranche)	(par C 71355)					lots vendus (D 71355)		
001	001	résultat inv. reporté	déficit	0.00	001	001	résultat inv. reporté	excédent	0.00	
			TOTAL	880 000.00				TOTAL	880 000.00	

➢ 6.5 Approbation du Budget Primitif 2025

En application du principe d'unité budgétaire, l'ensemble des budgets (principal et annexes) doivent être votés lors de la même séance.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 arrêté lors de la réunion de la commission des finances réunie le 11 mars 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'avis de la commission des finances du 11 mars 2025,

Vu le projet de budget primitif du lotissement de Kerlouis 2025,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

APPROUVE le budget primitif 2025 du lotissement de Kerlouis arrêté comme suit :

	DEPENSES	**RECETTES**
Section de fonctionnement	880 000.00 €	880 000.00 €
Section d'investissement	880 000.00 €	880 000.00 €
TOTAL	**1 760 000.00 €**	**1 760 000.00 €**

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement,

- DONNE au Maire, délégation pour effectuer à l'intérieur de ces chapitres tout virement de crédit qui s'avérerait nécessaire ;

- AUTORISE le Maire à effectuer tout virement de crédits de chapitre à chapitre qui s'avérerait nécessaire dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section considérée, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Les conseillers municipaux présents signent le Budget primitif 2025 du Hameau de Kerlouis.

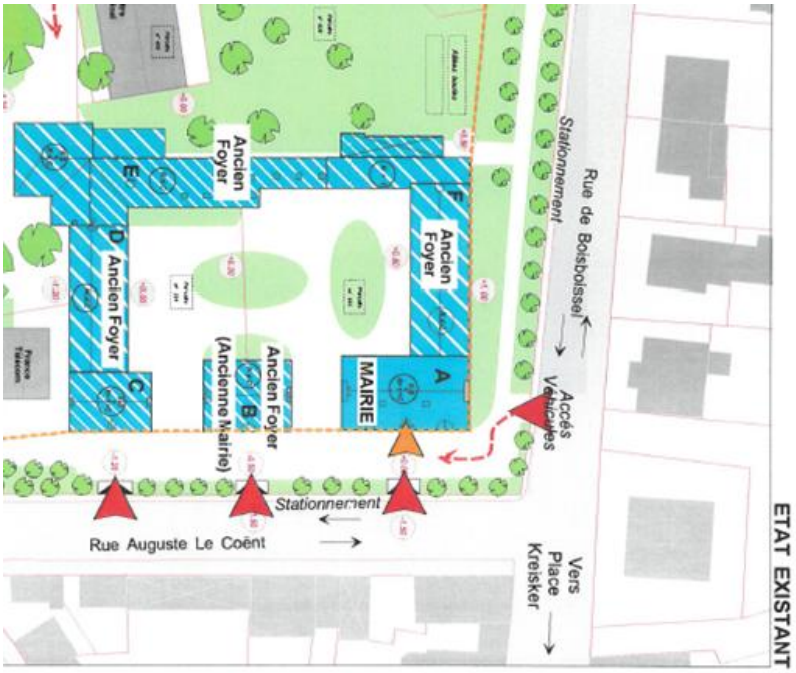
---

7. Réhabilitation de l'îlot mairie : validation de l'étude et poursuite de la procédure

Madame le maire rappelle la délibération n°2025 01 11 du 28 janvier 2025 relative à l'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'ADAC 22 pour la consultation de maîtrise d'œuvre et dont les missions sont la rédaction d'un programme technique de l'opération et des pièces administratives en concertation avec la collectivité, l'analyse des candidatures et des offres transmises par les candidats.

L'étude de faisabilité de ce projet a été présentée à la commission « Bâtiments communaux, logements, économie d'énergie » le 25 février 2025. Dans une première phase le projet porte sur :

- Le bâtiment mairie actuel réhabilité (bâtiment A). L'aménagement des locaux doit intégrer la possibilité d'accueillir des locaux de permanences et permettre une communication facile entre les agents. La disposition actuelle du bâtiment (sur deux niveaux) serait conservée avec possibilité d'installation d'un ascenseur.
- L'ancienne mairie réaménagée en salle du conseil (bâtiment B). Une liaison couverte serait prévue depuis la mairie.
- La déconstruction de l'ancien foyer logement (bâtiment E).
- Le réaménagement des abords de la Mairie



L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération (travaux, honoraires et frais divers) estimée par l'ADAC 22 est de 2 084 200 € HT, soit 2 501 040 € TTC

Dans une deuxième phase, la municipalité souhaite :

- Intégrer la médiathèque dans le bâtiment F
- Réalisation du clos et couvert sur les bâtiments C et D
- L'aménagement du cœur d'îlot

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération (travaux, honoraires, frais divers) estimée par l'ADAC 22 est de 1 300 388 € HT, soit 1 560 465.60 € TTC.

Pour répondre au souhait de la municipalité de prévoir une tranche conditionnelle et compte tenu de l'importance de l'opération, il a été convenu que les études de maitrise d'œuvre soient effectuées de la manière suivante :

- Une tranche ferme pour la réhabilitation des bâtiments A et B et la déconstruction du bâtiment E permettant d'engager cette première phase de travaux.
- Une tranche optionnelle pour la réhabilitation des bâtiments F, C et D. Les études seraient lancées après la validation de l'APD de la tranche ferme.

Madame Le maire : « le Document de Consultation des Entreprises doit être préparé pour le 5 mai 2025. La consultation sera lancée le 2 juin 2025. Il y aura un arrêt de la mission pendant la période des élections municipales car on devrait être en phase d'Avant-Projet Définitif. Il sera à valider après les élections de mars 2026. Il y a le risque qu'une nouvelle municipalité élue arrête le projet. »

Madame Chantal LE TOUZE : « Il y a le risque de payer une étude pour rien. »
Madame Le Maire : « Dans le déroulement prévu, la réception des travaux est prévue en octobre 2027. C'est le temps habituel nécessaire pour faire aboutir un projet. On suit la procédure. On continue à travailler et là on s'engage vraiment pour faire aboutir le projet. »
Madame Magali LE GALL : « Le travail sera déjà fait au cas où. »

Vu l'avis de la commission « Bâtiments communaux, logements, économie d'énergie » le 25 février 2025,
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- Valide l'étude telle que présentée et les montants estimatifs du projet
- Valide le principe que les études de maîtrise d'œuvre soient réalisées en 2 tranches – Tranche ferme : bâtiments A, B et E – Tranche optionnelle : Bâtiments F, C et D.
- Autorise Madame le maire à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et à signer tout document permettant de faire aboutir le projet.

8. Aménagement du Hameau de Kerlouis : Devis de l'ADAC 22 relatif à la définition du programme et consultation de maîtrise d'œuvre

Madame le maire rappelle le projet d'aménagement du Hameau de Kerlouis. La consultation de maîtrise d'œuvre a été lancée de février à mars 2024. La procédure a été arrêtée du fait des élections municipales partielles intégrales qui sont intervenues en avril 2024.

Pour permettre de relancer le projet et l'engagement des études de maîtrises d'œuvre, un devis a été sollicité auprès de l'Agence Départementale d'Appui aux Collectivités (ADAC 22) pour assister la commune pour le choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre. Ses missions seraient les suivantes :

- Définition d'un programme et consultation du maître d'œuvre et auditions : reprise de la rédaction du dossier de consultation en 2 phases (candidatures et offres),
- Réunion de lecture du dossier de consultation en mairie avec élus et services
- Lancement de la consultation de phase 1 (candidatures) par la mairie, ouverture des plis phase 1 et analyse des candidatures
- Lancement de la consultation phase 2 (offres) par la mairie, ouverture des plis phase 2 et analyse des offres, préparation et participation aux auditions des candidats, participation à la première réunion de prise de contact avec l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue.

Objet du marché : programmation, préparation du dossier de consultation, assistance au choix de la maîtrise d'œuvre
Montant HT : 1 560.00 €

Vu l'avis de la commission « Voirie, Urbanisme, assainissement, environnement » du 27 février 2025,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** :

- AUTORISE Madame Le Maire ou son représentant à signer le devis de l'ADAC 22 d'un montant de 1 560.00 € HT, soit 1 872.00 € TTC
- DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2025 du lotissement de Kerlouis

---

9. Aménagement du hameau de Kerlouis : validation de la procédure de consultation des entreprises de maîtrise d'œuvre

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée les délibérations n°2022-02 02 et 2022-02-03 du 8 février 2022 relatives à l'acquisition des parcelles cadastrées D 105 et D 111 destinées à l'aménagement d'un lotissement dit Hameau de Kerlouis.

La consultation de maîtrise d'œuvre a été lancée de février à mars 2024. La procédure a été arrêtée du fait des élections municipales partielles intégrales qui sont intervenues en avril 2024.

Pour permettre de relancer le projet et l'engagement des études de maîtrises d'œuvre, l'Agence Départementale d'Appui aux Collectivités (ADAC 22) assiste la commune pour le choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre.

L'ADAC 22 va reprendre le dossier et établir un programme technique et fonctionnel de l'opération envisagée et établir un cahier des charges nécessaire à une prestation externe de maîtrise d'œuvre.

Le projet fait partie des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) inscrites dans le Plan Local d'Urbanisme (OAP n°1). Le projet permettra la construction de 35 logements.

Il est proposé que la consultation de maîtrise d'œuvre se déroule en procédure restreinte en deux phases :
- Phase 1 : Sélection des candidats à partir de l'examen des compétences/références et moyens qui seront admis à remettre une offre lors de la seconde phase.
- Phase 2 : choix du lauréat, après sélection du meilleur candidat sur la base d'un dossier d'offre et audition, sans remise de prestation.

Vu l'avis de la commission « Voirie, Urbanisme, assainissement, environnement » du 27 février 2025,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- VALIDE la procédure de consultation de maîtrise d'œuvre en deux phases,
- AUTORISE Madame le maire à lancer la consultation après présentation du Document de Consultation à la commission « Voirie, Urbanisme, assainissement, environnement »
- DIT que les crédits budgétaires sont inscrits au budget primitif 2025 du Hameau de Kerlouis.

---

10. Programme de curage 2025 : attribution du marché

Madame le maire informe l'assemblée que 2 entreprises locales ont été consultées et qu'une entreprise a répondu à la consultation.

Vu le code de la commande publique

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité,** décide :

D'AUTORISER Madame le maire à signer le devis suivant :

Programme : Curage et arasement des fossés sur 6 736 mètres linéaires

Entreprise : SARL LE ROC'H – ZA du Ruellou – 22480 SAINT-NICOLAS-DUPELEM

Montant du devis :8 622.08 € HT, soit 10 346.50 € TTC

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2025.

---

11. Changement de la chaudière des vestiaires foot : attribution du marché

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée que la chaudière production d'eau chaude du vestiaire foot est en panne depuis fin octobre 2024. Elle n'est pas réparable. La chaudière « chauffage » n'est pas adaptable pur produire de l'eau chaude compte-tenu de sa date de mise en service. Aussi, il est proposé de remplacer ces deux chaudières par une chaudière à gaz unique.

Monsieur Mathieu LOUIS précise que 3 entreprises (dont 2 entreprises locales) ont été consultées et qu'une entreprise a répondu.

Vu le code de la commande publique

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité**, décide :

D'AUTORISER Madame le maire à signer le devis suivant :

Programme : Remplacement de chaudière gaz dans les vestiaires foot

La prestation comprend la fourniture, pose et mise en service d'une chaudière à gaz de 40 KW

Entreprise : ENGI Home Services – 21 b Rue Jules Léquier – 22190 PLERIN

Montant du devis : 13 355.54 € HT, soit 16 026.65 € TTC

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2025.

---

12. Protection sociale complémentaire – risques santé : Participation à l'appel à concurrence lancé par le CDG 22

Vus les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de

leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les **risques santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les **risques prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.
-

Cette **participation deviendra obligatoire** pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1er janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,
- Les **risques santé** à effet du 1er janvier 2026 (montant minimal de 15 € brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Madame Magali LE GALL : « Le montant de 15 € brut mensuel sera un forfait par agent pour la commune ? »

Madame le Maire : « Oui, c'est le montant minimal que la collectivité doit verser aux agents qui adhèrent au contrat proposé. Le montant sera discuté en commission Ressources Humaines avant l'adhésion de la collectivité au contrat négocié par le CDG 22. L'adhésion est facultative pour les agents. »

Le conseil, après en avoir délibéré, **à l'unanimité,** décide :

- De retenir la procédure de la convention de participation pour les risques santé pour un effet des garanties au 01/01/2026
- De participer à l'appel public à concurrence lancé par le CDG 22 afin d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance proposé par le CDG.
- De verser une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention :
  - En respectant le minimum prévu à l'article 6 du décret n°2022-581,
  - D'un montant de 15 €
  - La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance,
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à effectuer tout acte en conséquence.

---

13. <u>Questions diverses</u>

- **13.1 <u>Motion pour le maintien des horaires actuels du Bureau de Poste de Saint-Nicolas-du-Pélem</u>**

Considérant le courrier adressé le 10 mars dernier à par la Direction Régionale Bretagne du groupe La Poste, prévoyant une diminution drastique des horaires d'ouverture de 25 heures actuellement à seulement 12 heures à partir du 20 mai 2025,

Considérant que le bureau de poste de Saint-Nicolas-du-Pélem joue un rôle essentiel dans la vie quotidienne de nos concitoyens et dans le maintien des services publics sur notre territoire,

Considérant les actions déjà entreprises par la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem et la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh pour garantir l'accès aux services publics, notamment :

- La participation au dispositif France Services, avec le développement de l'itinérance pour rapprocher les services administratifs des habitants.
- Les actions dans le cadre du programme Petites Villes de Demain, visant à revitaliser la commune et à renforcer l'attractivité de notre territoire.
- La signature conjointe d'une charte d'engagement avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP), démontrant notre volonté de maintenir un service des finances publiques accessible à tous.
- La mise en place d'un service de transport rural à la demande, facilitant l'accès à la commune et aux services qu'elle offre, y compris celui de la poste.
- La gestion communautaire d'un centre de loisirs, qui contribue à l'animation et à la vitalité de notre territoire et de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem

Considérant que la direction régionale du groupe La Poste envisage de réduire les horaires d'ouverture du bureau de poste de moitié, et qu'il existe un risque sérieux de ne plus maintenir l'ensemble des facteurs sur ce site,

Nous, membres du conseil municipal, **à l'unanimité,** affirmons avec fermeté notre engagement en faveur du maintien du fonctionnement actuel du bureau de poste de Saint-Nicolas-du-Pélem, et nous exigeons que le groupe La Poste reconsidère immédiatement sa décision de réduction des horaires, et considère les efforts significatifs déployés par la commune et la communauté de communes pour garantir l'accès aux services publics.

Pour ces raisons, nous exigeons :

- La pérennisation des horaires d'ouverture actuels du bureau de poste de Saint-Nicolas-du-Pélem.
- Le maintien de l'ensemble des services offerts par ce bureau de manière pérenne.
- Un engagement écrit d'au moins 5 ans minimum de la Direction Régionale Bretagne du groupe La Poste sur ces deux points.

Et nous appelons la population de Saint-Nicolas-du-Pélem mais aussi celle du territoire de la CCKB à manifester le samedi 5 avril 2025 à partir de 10 heures.

- **13.2 <u>Cinéma de Plein air</u>**

Madame Magali LE GALL : « On avait échangé sur des dates pour la séance de cinéma de plein air. Les dates sont déjà prises. On nous propose le vendredi 11 juillet ou le samedi 12 juillet. »
Madame Fanny GOUBIN : « C'est un grand week-end avec le 14 juillet, ce n'est pas idéal. »
Madame Solenn FRABOULET : « Pourquoi pas le week-end d'avant ? »
Madame le maire : « le 27 ou le 28 juin ? »
Madame Magali LE GALL : « Je vais poser la question et je vous informe. »

- **13.3 <u>Conseil communautaire</u>**

Madame le Maire : « Demain, on vote les budgets primitifs de la CCKB et une motion sera prise pour le maintien des horaires actuels du Bureau de Poste de Saint-Nicolas-du-Pélem. Cela va être évoqué en conseil communautaire, je vais intervenir et demander à toutes les communes de la CCKB de prendre une motion. La Poste a mis la charrue avant les bœufs en procédant comme elle l'a fait. L'avis d'un conseil municipal ne vaut rien si La Poste impose ses horaires sans attendre l'avis du conseil. »

Monsieur Éric DONTEVILLE : « A part faire du bruit, on est impuissant. La Poste fait ce qu'elle veut. Quels moyens, quels leviers on a ? »
Madame le maire : « Faire du bruit, résister, montrer notre désaccord. Je remercie d'ailleurs Véronique SCHMITT qui a réalisé l'affiche pour la manifestation, ainsi que pour la distribution des flyers. Il va y avoir une mobilisation importante samedi. A St Nicolas, si on laisse faire, on a 6 facteurs qui risquent de partir à Rostrenen ou St Brandan. »

Madame le maire : « Je remercie Lydia pour les documents budgétaires et les notes de présentations. Cela a nécessité beaucoup de travail. »

La séance est levée à 18H10

Le Maire,
Catherine BOUDIAF

Le secrétaire de séance
Philippe CARPENTIER

PROCES VERBAL APPROUVÉ LORS DE LA SEANCE DU 20 MAI 2025

Approuvé à l'unanimité le 20 mai 2025